

CETA (ACCORD DE LIBRE-ECHANGE UE-CANADA)

INTERBEV se mobilise aux côtés de 5 députés européens¹ et représentants des principales filières viandes bovines européennes afin d'exiger que la viande bovine canadienne respecte les mêmes règles de production que celles imposées en Europe dans le cadre de l'accord CETA

Paris, le 19 octobre 2017 – Suite au report de la signature du CETA, l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada, initialement programmée ce mardi 18 octobre, INTERBEV prend acte de cette décision et souhaite que cette absence de consensus entre Etats membres incite les acteurs européens à exiger une réouverture des négociations de l'accord, tout particulièrement en ce qui concerne le volet « viande bovine ».

C'est cette position qu'INTERBEV a d'ailleurs défendu lors de la réunion « Free Trade and European Beef » organisée hier au Parlement européen en présence de nombreux représentants des filières de viandes bovines française, irlandaise, espagnole et italienne, d'eurodéputés et responsables de la Commission européenne.

Même si l'accord du CETA ne semble pas être remis en cause d'après John Clarke, chef négociateur de ces accords au titre de la Direction générale de l'Agriculture, INTERBEV reste mobilisée pour que le gouvernement, les députés européens et les élus nationaux ne votent pas l'accord en l'état.

Eric Andrieu, Vice-président de la Commission Agriculture du Parlement européen a ainsi introduit cette rencontre en déclarant : « *Nous ne sommes pas opposés aux échanges commerciaux : nous y sommes favorables mais à condition qu'ils soient fondés sur des principes de réciprocité et d'équilibre, ainsi que sur le respect des normes sanitaires, sociales et environnementales que nous nous sommes fixées.* »

Au centre des échanges, les oppositions de modèles de production entre Canada et Union européenne, font donc du CETA un accord particulièrement déséquilibré et préjudiciable pour les producteurs européens de viandes bovines.

Selon le député italien Paolo de Castro, ancien Ministre de l'agriculture et Président de la Com Agri du Parlement européen : « *Il est impératif que les règles que nous avons imposées à nos éleveurs soient appliquées aux viandes importées.* »

¹ Parrains de l'événement : Eric Andrieu (S&D, France), Mairead McGuinness (PPE, Irlande), Paolo de Castro (S&D, Italie), Yannick Jadot (Verts, France) et Clara Aguilera (S&D, Espagne).

Yannick Jadot, Député français écologiste et Vice-président de la Commission du Commerce International du Parlement, a quant à lui précisé que « *Les viandes qui arriveront du Canada seront garanties sans hormones, mais ça ne suffit pas ! Elles proviendront d'animaux gavés aux antibiotiques, au maïs OGM et aux farines animales.* »

Face à ce constat, les professionnels des filières viande bovine espagnole, italienne, irlandaise et française, ont unanimement dénoncé l'absence totale de prise en compte de leur secteur dans le cadre de cet accord, comme dans ceux en cours de négociation avec les Etats-Unis et le Mercosur. Rappelant que la viande bovine ne devait pas être une variable d'ajustement, ces derniers ont fait appel à la mobilisation de l'ensemble des acteurs européens.

A propos d'INTERBEV

INTERBEV est l'Association Nationale Interprofessionnelle du Bétail et des Viandes, fondée en 1979 à l'initiative des organisations représentatives de la filière bétail et viandes. Elle reflète la volonté des professionnels des secteurs bovin, ovin, équin et caprin de proposer aux consommateurs des produits sains, de qualité et identifiés tout au long de la filière. Elle fédère et valorise les intérêts communs de l'élevage, des activités artisanales, industrielles et commerciales de ce secteur qui constitue l'une des premières activités économiques de notre territoire.

En savoir plus : www.la-viande.fr / www.interbev.fr